

## JEAN-DAVID LEVITTE

Distinguished fellow, Brookings Institution ; ancien conseiller diplomatique et sherpa du Président Nicolas Sarkozy

Je commencerai exactement là où Richard s'est arrêté. Je vous invite à un voyage d'ouest en est, qui commence par les États-Unis. Ne sous-estimez jamais la capacité de ce pays à rebondir. Souvenez-vous des derniers jours de Carter, il y avait la crise des otages, le Japon allait devenir la première puissance économique mondiale et l'Union soviétique envahissait l'Afghanistan. Dix ans plus tard, l'URSS avait disparu, le Japon était confronté à une crise économique majeure et l'Amérique était la seule superpuissance en lice. Et bien je pense que nous faisons face aujourd'hui au même type de réémergence de l'économie américaine, principalement en raison de la révolution provoquée par le gaz et le pétrole de schiste. Celle-ci a des implications majeures, Richard l'a rappelé.

Quand j'étais ambassadeur de France aux États-Unis, un désastre imminent était annoncé car les puits gaziers s'épuisaient beaucoup plus rapidement que prévu et il n'y avait qu'un seul terminal de gaz naturel liquéfié, il n'y avait donc pas de possibilité d'en importer. Mais l'Amérique est bénie des dieux : au même moment, la découverte de la possibilité de fracturer le sol pour trouver du pétrole et du gaz a initié la révolution qui est en cours aujourd'hui. Elle entraîne les trois conséquences que Richard a mentionnées. Premièrement, les États-Unis ne dépendent plus du Moyen-Orient car ils sont redevenus le premier producteur et pourraient bientôt devenir un exportateur net de gaz, ce qui représente à mes yeux un énorme changement. J'envisage l'hémisphère occidental comme une unité géopolitique unique, car nous observons une plus grande intégration entre le Canada et les États-Unis avec l'oléoduc Keystone et l'immense projet d'interconnexion des Amériques par l'intermédiaire d'un immense réseau électrique qui relierait l'Amérique du Nord et du Sud.

Deuxièmement, de plus en plus d'emplois sont créés par la révolution du gaz et du pétrole de schiste, au moins 600 000, et, bientôt, par l'internalisation des secteurs énergivores en raison des différences de prix et de l'avantage concurrentiel pour l'industrie américaine. La troisième conséquence concerne les émissions de CO<sub>2</sub>. Les Américains ne font rien pour limiter leurs émissions, mais là aussi, l'Amérique est bénie des dieux, car le gaz de schiste doit remplacer le charbon. Vous ne me croirez pas mais les prix du charbon baissent à cause de cette révolution : l'Allemagne, qui ferme ses réacteurs nucléaires qui n'émettent pas de CO<sub>2</sub>, importe du charbon d'Amérique car il est concurrentiel grâce à la révolution du gaz de schiste. C'est mon premier point.

Le deuxième aspect que je tiens à rappeler est que la situation se tend pour la Russie. Premièrement, vous devez savoir que la part du pétrole et du gaz dans les exportations russes a augmenté de moins de 50 % il y a dix ans à plus des deux tiers aujourd'hui, et plus de 60 % du PIB russe se fonde sur le pétrole, le gaz et les autres secteurs miniers. Pire encore, le budget national russe est indexé sur un pétrole à 115 dollars le baril pour éviter les déficits, et Gazprom, comme vous le savez, est la vache à lait de l'administration russe.

La révolution du gaz de schiste a un impact très important sur la situation en Russie car 18 sites russes ont déjà finalisé une renégociation de leurs contrats et E.ON est en cours d'arbitrage pour obtenir un bien meilleur marché. Cela a de toute évidence des conséquences désastreuses pour l'économie russe. Ajoutez à cela le fait que la production de la plupart des puits gaziers en Sibérie décline. Ils peuvent bien entendu être remplacés par la production de la région arctique, mais la question qui se pose alors est d'ordre tarifaire, et si ce prix n'est pas compétitif, se pose alors la question de l'avenir de ces ressources. Par conséquent, ce que nous observons en Amérique n'est certainement pas une bénédiction pour l'avenir de la Russie en matière économique, sociale et politique.

Troisièmement, qu'est-ce que cela signifie pour les relations entre l'Union européenne et la Russie ? Du point de vue géopolitique, il est très important que l'Union européenne poursuive sa politique énergétique avec la plus grande détermination, en progressant rapidement en matière d'interconnexion avec les réseaux de conduites, en organisant la possibilité de flux inversés, avec les réseaux électriques, les énergies renouvelables et la diversification des importations en provenance du Qatar, d'Algérie, et espérons-le, demain, des États-Unis. Néanmoins, dans un même temps, si nous allons dans ce sens, alors nous devons adopter une vision à long terme. La Russie est et doit demeurer

notre partenaire et je plaiderais grandement en faveur d'une politique stratégique à long terme, non seulement vis-à-vis de la Russie mais aussi de la Turquie. Il est essentiel que nous intégrions ces deux acteurs dans notre vision.

Le quatrième point concerne le Moyen-Orient. La fin de la dépendance américaine sur le Moyen-Orient est un fait : seuls 7 % de l'énergie importée en Amérique provient du Moyen-Orient. Demain, ce chiffre pourrait être nul. Cela signifie-t-il que les États-Unis ne se soucieront plus autant de la sécurité de l'Arabie saoudite, des pays du Golfe, et des corridors maritimes, comme les détroits d'Ormuz et d'autres ? Pour l'heure, les États-Unis disposent de 11 escadrons, pour certains déployés dans la région du détroit d'Ormuz. Mon avis personnel est que, malgré leur absence de dépendance à l'égard du Moyen-Orient, les États-Unis continueront d'être l'ultime garant de la sécurité de l'Arabie saoudite, des pays du Golfe et des corridors maritimes, parce qu'il est dans leur intérêt de continuer à jouer ce rôle stratégique. Deuxièmement, tout le monde, y compris les États-Unis, a intérêt à préserver des prix pétroliers aussi bas que possible, ce qui implique une certaine sécurité.

Je prévois toutefois une présence et un rôle croissants pour l'Inde et la Chine dans cette région en termes de bateaux et de rôle politique ; premier symbole de cet intérêt croissant, la Chine s'est récemment enquis de la possibilité de devenir un membre du groupe chargé de la gestion du problème israélo-palestinien. Je le souligne car 70 % des importations de gaz et de pétrole des pays d'Asie orientale proviennent du Moyen-Orient, un état de fait qui devrait aller croissant.

Nous parlons du Moyen-Orient, et vous seriez étonnés que je ne vous parle pas de l'Iran. C'est le premier point d'interrogation en termes de stratégie pour l'année qui vient. J'aborderai longuement la crise iranienne lors de la session plénière de cet après-midi ; mais c'est certainement la crise la plus désastreuse qui menace pour l'année qui vient. Les sanctions ont très bien fonctionné : les exportations de pétrole par l'Iran ont été réduites d'un million de barils par jour, ce qui signifie chaque mois 3 milliards de dollars de moins pour le gouvernement iranien, un chiffre colossal. En y ajoutant les sanctions contre le système bancaire, vous pouvez considérer que la situation économique en Iran aujourd'hui est catastrophique. Cela signifie-t-il qu'il y aura une négociation voire une négociation fructueuse ? Deux hypothèses sont envisageables : soit une avancée diplomatique, et vous pouvez anticiper une baisse des prix du pétrole pour l'année prochaine ; soit, comme je le crains, l'année sera marquée par une très forte confrontation, catastrophique pour le prix du pétrole et l'économie mondiale dans son ensemble.

Passons maintenant à l'Asie orientale, où je constate une différenciation croissante entre le Japon et la Chine en termes d'énergie. À cause de Fukushima, bien entendu, le rôle du nucléaire au Japon va rapidement diminuer ; le pays n'a pas beaucoup investi dans l'éolien ni le solaire, et à ma connaissance il n'a pas non plus de gaz ni de pétrole de schiste, aussi va-t-il dépendre toujours plus de la situation au Moyen-Orient. La Chine importera de plus en plus en raison de sa croissance mais le pays affiche un programme très ambitieux en termes d'énergie nucléaire, comme vous le savez, et il dispose d'immenses réserves de pétrole et de gaz de schiste. Une différence notoire le distingue toutefois des États-Unis : la plupart des gisements sont situés dans le Xinjiang, à l'extrême Ouest de la Chine, dans une région très éloignée des principales agglomérations et à faibles ressources hydriques, et comme vous le savez aussi, l'eau est essentielle à l'exploitation. Par conséquent, ces gisements sont une bénédiction mais c'est la technologie qui va décider s'il s'agit réellement d'une bénédiction pour l'économie, et cela prendra sans doute des années avant qu'ils ne soient exploités.

J'aimerais maintenant vous dire un mot sur le conflit qui concerne les îles Senkaku et la mer de Chine méridionale. Premièrement, je le relie à la détermination de la Chine à imposer sa suprématie ancestrale sur ses voisins. Deuxièmement, les îles abritent probablement d'importantes ressources de pétrole et de gaz, et nous pouvons anticiper une confrontation à long terme autour de la mer de Chine méridionale. La réponse américaine à cette situation est de servir de puissance pondératrice, ce qui est positif pour tout le monde. Il s'agit certes d'une demande du Japon, de la Corée et des pays d'Asie du Sud-est mais si j'étais le gouvernement chinois, je verrais cela comme une bénédiction. Ce qui n'est absolument pas le cas : j'étais à Beijing il y a quelques jours, et celui-ci considère cela comme une menace mais il se trompe. J'ai déjà dit que si les États-Unis ne servaient pas de nation pondératrice, et si le Japon était de plus en plus sceptique à l'égard de l'alliance à long terme avec les États-Unis, alors la décision prise par le Premier ministre japonais serait le réarmement. Le pays peut se doter d'armes nucléaires en quelques mois et a suffisamment d'argent pour développer sa marine et son aviation et financer une armée plus forte. Cela serait une catastrophe absolue, non seulement pour la Chine et le Japon mais pour la région dans son ensemble.



Enfin, n'oublions pas les découvertes de nouveaux gisements. Chacun sait que, pour le Brésil, elles ont fait évoluer les relations et l'équilibre des forces en Amérique latine. Observons aussi ce qui se passe en Afrique, où des découvertes majeures sont en cours au Mozambique. La dernière remarque concerne l'Arctique. Les gens anticipent de graves conflits, mais je m'inscris en faux. Vous avez certes d'immenses nouvelles ressources en pétrole et gaz mais je ne prévois pas de conflit pour une bonne raison : 95 % des ressources prospectives de l'Arctique s'inscrivent dans le cadre de frontières définies, et la moitié des conflits territoriaux restants se font entre le Canada et les États-Unis. J'y vois un rôle croissant pour le Conseil arctique des 8 nations. La seule question qui demeure est donc de savoir – et c'est une question très importante – s'il est possible de développer ces ressources à un prix qui soit concurrentiel avec le pétrole sans générer de trop nombreux risques environnementaux.

Par conséquent, l'énergie restera sans nul doute un élément clé du paysage géopolitique dans les années et les décennies à venir, ce qui offrira un plus grand nombre d'opportunités aux diplomates et aux Directeurs généraux des multinationales de bien travailler ensemble.